VIII. ORGANISATION DER BUNDESRECHTSPFLEGE

ORGANISATION JUDICIAIRE FÉDÉRALE

Vgl. Nr. 16. — Voir n° 16.

B. VERWALTUNGS- UND DISZIPLINARRECHTSPFLEGE

JURIDICION ADMINISTRATIVE ET DISCIPLINAIRE

I. REGISTERSACHEN

REGISTRES

18. Arrêt de la 1^{re} Section civile du 26 juin 1929
dans la cause **Le Royer** contre Département du Commerce
du canton de Genève.

Registre du commerce. — Art. 13 ch. 1 litt. b. — Le représentant en vins qui pratique l'entremise professionnelle de ventes et d'achats est un intermédiaire tenu à l'inscription.]

Par décision du 3 mai 1929, le Département du Commerce du Canton de Genève a obligé Eugène Le Royer, représentant en vins, à Genève, à se faire inscrire au registre du commerce.

Cette décision est basée sur les art. 860, 861, 864, 865 al. 4 CO, 13 ch. 1^{er} litt. b et 26 du règlement sur le registre du commerce, du 6 mai 1890 (RO XI p. 451 et sv.).

Le Royer a formé contre ce prononcé un recours de droit administratif au Conseil fédéral. Conformément à l'art. 49 litt. f JAD, le Département fédéral de Justice et Police a transmis le pourvoi au Tribunal fédéral, compétent à teneur de l'art. 4 litt. c et annexe ch. I al. 2 JAD. Le recourant soutient qu'il n'est pas tenu de s'inscrire au registre du commerce.

De Département cantonal du commerce et le Département fédéral de justice concluent tous deux au rejet du recours.

Considérant en droit :

Le recours se révèle d'emblée mal fondé.

Toute l'argumentation du recourant est tirée de l'art. 13 ch. 1 litt. a du règlement de 1890 et de la jurisprudence qui s'y rapporte. Le Royer prétend qu'il est un commerçant pratiquant pour son propre compte l'achat et la vente et que, dès lors, d'après l'art. 13 dernier alinéa, il ne serait soumis à l'inscription que s'il avait en magasin des marchandises pour une valeur d'au moins 2000 fr. ou si sa vente annuelle était d'au moins 10 000 fr., ce qui, dit-il, n'est pas le cas.

Cette argumentation n'est pas pertinente. Le recourant est représentant en vins. Non seulement il ne le conteste pas, mais il l'affirme lui-même dans son recours. Au reste son papier à lettres en fait foi et l'enquête du Département cantonal établit qu'il vend à la commission. Il est donc un des intermédiaires visés par l'art. 13 ch. 1 litt. b du règlement qui [sont tenus à l'inscription quels que soient leur stock et le montant de leurs ventes. Le représentant en vins est à coup sûr de ceux qui pratiquent « l'entremise professionnelle de ventes et d'achats... dans le but d'en tirer un bénéfice ». Que cette catégorie de commerçants aient l'obligation de se faire inscrire en raison même de leur profession, cela résulte clairement de l'art. 13 dernier alinéa et, par surcroît, de la circulaire du Conseil fédéral du 11 juillet 1890 (Feuille féd. 1890, III p. 1114) ainsi conçue : « Il n'est point nécessaire de fixer un critère

lorsqu'il s'agit des entreprises que leur nature même soumet à l'inscription, telle que l'entremise de ventes et d'achats, etc. »

Quant au bureau permanent exigé par l'art. 13 ch. 1 litt. b du règlement, il existe d'après l'enquête du Département cantonal. Cette condition serait d'ailleurs remplie même si les allégations du recourant, selon lesquelles il n'exerce son commerce que dans son appartement privé, étaient exactes. D'après la jurisprudence constante du Conseil fédéral, il n'est pas nécessaire que le bureau permanent soit un local spécial, affecté exclusivement à l'exploitation commerciale. Il peut se trouver dans l'immeuble habité par le commerçant. Le règlement entend par bureau permanent un local permanent par opposition au commerce en plein vent, au colportage, au commerce des revendeurs, etc. (cf. arrêté du Conseil fédéral du 21 juin 1900 dans la cause Rittermann, Feuille féd. 1900, III p. 534 et sv., spécialement 539 ch. 3 ; v. en outre ENDEMANN, Handbuch I p. 172).

Enfin, et au surplus, même au point de vue du chiffre des affaires l'inscription du recourant est justifiée, car — l'agent du Département cantonal l'a constaté — à teneur des livrets de commande et des factures de Le Royer, celui-ci a fait du 1^{er} mai 1928 au 29 avril 1929 un chiffre d'affaires de plus de 28 000 fr.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral

rejette le recours.

19. Urteil der I. Zivilabteilung vom 2. Juli 1929

i. S. Comptoir International de Réassurances S. A.

gegen Direktion der Volkswirtschaft des Kantons Zürich.

Verpflichtung zur Eintragung der tatsächlich erfolgten Auflösung einer A.-G. ins Handelsregister.

A. — Am 9. April 1929 beschloss eine ausserordentliche Generalversammlung der Rekurrentin, den Sitz der

Gesellschaft nach Chur zu verlegen. Am 12. April 1929 sandte das Handelsregisterbureau des Kantons Zürich der Rekurrentin das amtliche Abmeldungsformular zur Unterzeichnung zu, widerrief jedoch die Zustellung noch am gleichen Tage, mit der Begründung, dass die Sitzverlegung von Zürich nach Chur nicht gebilligt werden könne, weil der Geschäftsbetrieb der Gesellschaft bereits seit März 1925 eingestellt und das Vermögen liquidiert sei. Am 6. Mai 1929 sodann verfügte die Volkswirtschaftsdirektion des Kantons Zürich :

« 1. Rechtsanwalt Dr. A. Chiodera, Präsident des Verwaltungsrates des Comptoir International de Réassurances in Zürich, ist verpflichtet, bis spätestens am 31. Mai 1929 die Auflösung, eventuell Löschung der genannten Firma zur Eintragung ins Handelsregister anzumelden...

2. Nichtbeobachtung dieser Aufforderung würde Busse gemäss Art. 864 Abs. 1 OR nach sich ziehen. »

B. — Gegen diese Verfügung hat die genannte Gesellschaft am 13. Mai 1929 rechtzeitig beim Bundesgericht Beschwerde erhoben mit dem Antrag, es sei ihr die Sitzverlegung nach Chur zu gestatten. Zur Begründung macht sie geltend, dass die A.-G. nicht aufgelöst sei und daher die Voraussetzungen zur Löschung der Firma nicht gegeben seien. Ferner behauptet sie, dass im Besitz der Aktien, von den Mitgliedern des Verwaltungsrates abgesehen, bisher keine Änderung eingetreten sei und auch heute nicht beabsichtigt werde. Allerdings hätten die Aktionäre früher beabsichtigt, die Firma löschen zu lassen, heute sei es ihnen aber, wie im Beschlusse über die Sitzverlegung zum Ausdruck komme, um die Wiederaufnahme der während einiger Jahre ausgesetzten wirtschaftlichen Tätigkeit der A.-G. zu tun. Der Widerruf der Abmeldung durch die Handelsregisterbehörde Zürich verstosse gegen Treu und Glauben.

Die Direktion der Volkswirtschaft des Kantons Zürich und das Eidg. Justiz- und Polizeidepartement haben die Abweisung der Beschwerde beantragt, im wesentlichen